



HAL
open science

Les pratiques marchandes dans la région frontalière Gabon-Cameroun

Poliny Ndong Beka

► **To cite this version:**

Poliny Ndong Beka. Les pratiques marchandes dans la région frontalière Gabon-Cameroun. Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques, 2022, 006. hal-03749478

HAL Id: hal-03749478

<https://hal.science/hal-03749478v1>

Submitted on 17 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS JUIN 2022

Numéro 006



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

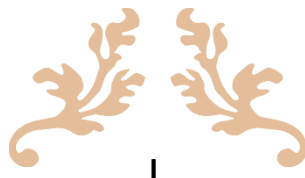
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°006 Juin 2022

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Assistant d'Histoire
des Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences
Études germaniques,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.orgcerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

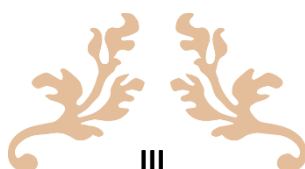
-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA Essonhanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquier**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

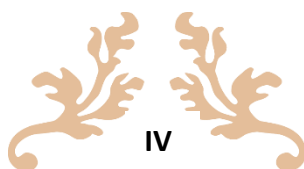
-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

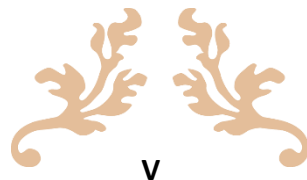
-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed**, Maître de Conférences d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Jean Cottin Gelin KOUMA

Les stratégies de francisation de l'espace russophone.....7-25

Thierry DJIFACK

Délimitation et Démarcation de la frontière Cameroun-Nigeria de 1885 à 2006.....26-37

Poliny NDONG BEKA II

Les pratiques marchandes dans la région frontalière Gabon-Cameroun.38-50

Nadège Ludvine TEDONGMO

Vulnérabilité maritime des États du golfe de Guinée : lecture de la réalité insécuritaire entre le XVe et le XXe siècle.....51-62

DIABIGUILE Ali

L'empire du Mali et le Monde arabe : Une histoire des relations dans la longue durée.....63-71

Alexis N'DUI-YABELA, Guy Eugène DEMBA, Max-Landry KASSAI

De l'ambiguïté dans la mise en œuvre du concept de la « Responsabilité de protéger » en République centrafricaine.....72-87

NOUMBISSIE TCHAMO Daniel B.

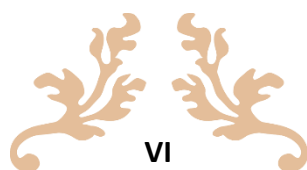
Patriotisme national et lutte contre le terrorisme transnational : cas de *Boko Haram*.....88-103

Lacina KABORE

Régulation et protection des publics jeunes dans les médias en contexte de convergence technologique au Burkina Faso.....104-119

Lacina YEO

La politique Africaine de la République Fédérale d'Allemagne des origines à nos jours : Un état des lieux.....120-133





Les pratiques marchandes dans la région frontalière Gabon-Cameroun

Poliny NDONG BEKA II

Centre d'Études et de Recherches en Géosciences Politiques et Prospectives (CERGE), Université Omar Bongo

poliny25@hotmail.com

Résumé

Cet article aborde une réflexion sur les dynamiques frontalières observées à la frontière entre le Gabon et le Cameroun. En d'autres termes, son objectif est de proposer une lecture des logiques marchandes de cette région transfrontalière. La particularité de cette frontière tient du fait qu'elle est parcourue par d'importants flux informels tant de personnes que de marchandises de natures aussi bien légales qu'illégales. Par ailleurs, cette région bénéficie d'une part, d'une continuité ethnolinguistique, culturelle, paysagère, etc., et d'une hétérogénéité socio-économique, d'autre part. Autrement dit, cette région transfrontalière s'entend comme le principal vecteur d'intégration entre ces deux pays.

Mots-clés : Gabon ; Cameroun ; Région transfrontalière ; Frontière ; Informalité

Abstract

This article reflects on the border dynamics observed on the border between Gabon and Cameroon. In other words, its objective is to propose a reading of the market logics of this cross-border region. The particularity of this border lies in the fact that it is traversed by large informal flows of both people and goods of both legal and illegal natures. Moreover, this region benefits from an ethno-linguistic, cultural and landscape continuity, etc., on the one hand, and socio-economic heterogeneity, on the other. In other words, this cross-border region is the main vector of integration between these two countries.

Keywords : Gabon ; Cameroon ; Cross-border region ; Border ; Informality

Introduction

La frontière entre le Gabon et le Cameroun est la plus dynamique de toute l'enveloppe frontalière gabonaise. Ce dynamisme repose essentiellement sur « *une économie régionale transfrontalière* » (Nguema Engo 1997) ou plus exactement une économie de la frontière. Elle est la manifestation d'une forte activité commerciale entre les villes frontalières gabonaise et camerounaise. Autrement dit, cette région bénéficie d'une importante myriade de marchés frontaliers, lieux de rencontre des commerçants des pays limitrophes (Bennafla, 2002 ; Ndong Beka II, 2018), qui s'appuient sur une forte concentration humaine et d'importantes infrastructures de communication. D'autre part, l'ensemble de ces échanges relève couramment de l'informalité et se fonde sur une dualité combinant flux licites et illicites.

Le développement de ces activités trouve son essor dans la nature ambivalente de la frontière. En effet, celle-ci est à la fois césure/coupure et couture (Bennafla, 2002 ; Courlet, 1988 ; Mareï & Richard, 2020), mais aussi de trait d'union (Renard 1997) ou encore d'interface (Ayimpam 2013). Toutes ces différentes situations n'empêchent pas à la frontière d'assurer les trois principales fonctions (Raffestin 1986). Ces fonctions sont : légale (limite entre les souverainetés gabonaises et camerounaises) ; fiscale (présence dans les deux espaces frontaliers des services de la douane, du commerce et de l'agriculture pour le prélèvement des divers impôts et taxes) et enfin, contrôle (surveillance de la régularité des flux humains, de marchandises et de capitaux par les services de la police et de la douane).

Par ailleurs, ces fonctions sous différentes conditions confortées par des espaces frontaliers intenses

économiquement participent à l'émergence des espaces transfrontaliers.

Un espace frontalier est un versant de la frontière dupliqué de chaque côté de la ligne-frontière. C'est un territoire marqué par une multiplicité d'échanges commerciaux transfrontaliers de natures informelles alimentées par les disparités économiques et les différentiels existants de part et d'autre de la limite internationale. En revanche, un espace est dit transfrontalier lorsque deux territoires distincts complémentaires favorisent la circulation des personnes et des biens.

Toujours est-il que le passage du frontalier au transfrontalier renvoi à l'idée de la victoire du lien sur la séparation ainsi qu'à la structuration, l'organisation et à l'effectivité des échanges durables sur de courtes distances entre chaque côté de la frontière. Dès lors, on assiste au déploiement des différentes pratiques commerciales dans la région transfrontalière. Laquelle implique « *une échelle intermédiaire entre le local et le national, regroupant des lieux situés de chaque côté d'une frontière nationale* » (Amilhat Szary, Hamez 2020).

C'est justement cette notion d'échelle qui détermine avec précision la région transfrontalière par rapport à l'espace transfrontalier. La région transfrontalière renvoie à des collectivités territoriales infraétatiques (Brunet-Jailly 2007) dans lesquelles se déroulent de fortes interactions économiques (Prescott 1987), sociales, mais également des traditions historiques et culturelles communes (Kolossoff, Turovsky 1999). Toutes ces caractéristiques combinées contribuent au « *bouillonnement d'activités commerciales aux frontières* » (Bennafla 2002).

Cet article dont l'objet consiste en une analyse de la région transfrontalière gabono-camerounaise s'inscrit dans le cadre des *border studies* (Dorfman, 2015 ; Wastl-Walter, 2016 ; Wilson, Donnan, 2015) et plus singulièrement de la géographie des espaces transfrontaliers (Durand, 2014 ; Hamez, 2015). Son objectif poursuivi est d'esquisser une réflexion sur les caractéristiques des logiques marchandes.

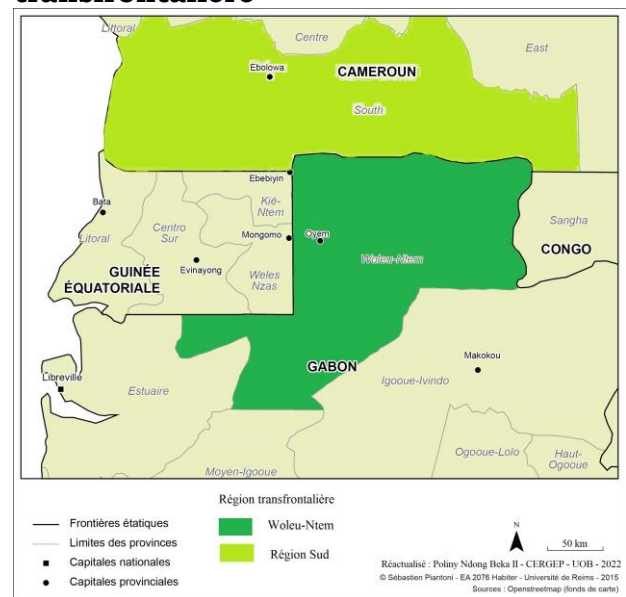
Pour y parvenir, le cadre spatial retenu comporte les entités administratives suivantes : la province gabonaise du Woleu-Ntem et la région Sud du Cameroun (cf. carte n° 1). Ces territoires comprennent les villes de Bitam (Gabon), de Kyé-Ossi et Abang-Minko'o (toutes les deux au Cameroun) (cf. carte n° 3). Le choix de ces trois villes repose principalement sur leur proximité d'avec la frontière. En effet, elles se situent à moins d'une vingtaine de kilomètres de la ligne politique internationale qui sépare les deux pays.

Cette région transfrontalière présente d'une part, une continuité paysagère et d'un autre part, elle abrite un peuplement homogène, en l'occurrence les *Fang*. À cause de leur présence, on relève la prégnance d'une véritable culture locale transfrontalière marquée par une profonde empreinte historique et culturelle (langue, patrimoine, us et coutumes, etc.) qui traverse la frontière et constitue un sentiment d'appartenance à une même aire socioculturelle.

En conséquence, quelles sont les dynamiques et logiques observées entre les régions frontalières gabonaises et camerounaises ? Aboutissent-elles à des pratiques spatiales particulières ? Pour examiner ces questions, nous structurerons notre texte en appréhendant tout d'abord les fondements économiques et démographiques de la région

transfrontalière (1), puis nous terminerons par l'analyse des activités commerciales, dont la nature, peut-être licite et illicite (2). La méthodologie utilisée pour rédiger cet article est basée sur le traitement des données collectées de différentes sources documentaires abordant ce sujet (ouvrages, articles scientifiques et de presse, rapport, etc.). Enfin, la méthode d'analyse est descriptive et analytique.

Carte 1 — Localisation de la région transfrontalière



1. Les fondements économiques et démographiques de la région transfrontalière

Les régions frontalières gabonaise et camerounaise bénéficient pour leur dynamisme de la conjugaison de deux facteurs : une multitude de marchés frontaliers et une importante population frontalière.

1.1. Le dynamisme du commerce frontalier, entre le Gabon et le Cameroun

Le commerce transfrontalier correspond à l'ensemble des opérations commerciales qui s'effectuent grâce au franchissement des frontières internationales. Sa

concrétisation s'adosse sur un réseau d'équipements socio-économiques qui, d'une part, polarisent l'espace transfrontalier et, d'autre part, servent de passerelle entre les souverainetés étatiques gabonaise et camerounaise.

C'est grâce à ces lieux de rencontres entre marchands et clients que de nombreux échanges de produits (alimentaires, manufacturés de consommation courante, etc.) s'effectuent régulièrement entre les citoyens gabonais et camerounais. Selon certaines circonstances, les marchés frontaliers prennent le statut d'un instrument qui sert à différencier les niveaux de vie et les systèmes (politique, économique, juridictionnel, productif, fiscale et monétaire) entre les États contigus.

Et c'est justement à partir de ces critères qu'ils constituent un enjeu pour la captation des devises de l'un des États voisins. Ce constat n'échappe pas à la réalité des relations commerciales entre le Cameroun et le Gabon. En effet, le gouvernement camerounais dans sa volonté de diversifier ses sources de revenus a su cerner l'importance d'accoler à ses frontières étatiques des marchés à vocation frontalière pour bénéficier des capitaux étrangers, notamment gabonais. Par exemple, dans la Vallée du Ntem, on recense une dizaine de ces marchés parmi lesquels quelques-uns sont de nature intermédiaires¹. Leur ouverture à la clientèle est journalière pour certains et périodique pour les autres.

De tous ces marchés frontaliers, les plus attractifs pour la population frontalière gabonaise se situent à Kyé-Ossi et à Abang-Minko'o (cf. carte n° 3). Par contre, ceux de Menguikom, d'Olamzé et d'Ambam

souffrent d'une faible fréquentation étrangère à cause surtout de leur grand éloignement de la frontière.

Dans la région, le plus grand marché — en matière de superficie, de fréquentation et de variétés de produits commercialisés — est celui de Kyé-Ossi. Il porte le nom de la bourgade éponyme et se localise sur un triangle regroupant la Guinée-Équatoriale, le Cameroun et le Gabon. Ce marché est distant de trois kilomètres de la frontière équato-guinéenne et de cinq kilomètres de celle gabonaise. Sa création date de la décennie 1970 et en raison de la vétusté de ses infrastructures, il a été rénové en 2003. Le marché de Kyé-Ossi s'ouvre tous les jours et sa forte affluence est constatée les week-ends à cause de la présence de la clientèle gabonaise et équato-guinéenne.

L'attractivité de ce marché se justifie à cause de la diversité et de l'abondance des produits commercialisés. Il s'agit notamment des produits vivriers (banane plantain, manioc, macabo/taro, igname, tomate, etc.), vestimentaires (pagnes, tissus, wax, etc.), des espèces bovines (cabris, moutons, chèvres, bœufs, etc.) et de la volaille (poule et canard). Mais également des biens manufacturés de consommation courante (chaîne hi-fi, petits et grands électroménagers, accessoires de maison, etc.) et des matériaux de construction (tôles, brouettes, carreaux, marteaux, serre-joint, etc.).

Appelé couramment « marché mondial » par les Gabonais et « marché international » par les Camerounais, le marché d'Abang-Minko'o, logé dans le bourg du même nom, est le second marché frontalier le plus important de la région. Il est localisé dans l'arrondissement d'Ambam et se situe à quatre kilomètres de la frontière gabonaise. Inaugurée le 27 février

¹Un marché intermédiaire est celui où les (re) vendeurs et les collecteurs s'approvisionnent en produits afin de les écouler dans les marchés frontaliers.

1993², sa rénovation pour son agrandissement date de 2004. À sa création, le marché mondial avait pour vocation d'être un espace de vente des productions représentatives des trois pays limitrophes, mais les commerçants gabonais et équato-guinéens manifestèrent un désintérêt pour ce projet. Cette raison explique la prédominance actuelle des commerçants camerounais. Bénéficiant du statut de zone franche, le marché d'Abang-Minko'o est ouvert à toutes personnes de la région transfrontalière souhaitant exercer une activité commerciale ou s'approvisionner en biens et produits.

À cause de ce statut, il s'ouvre officiellement les week-ends à partir de vendredi. Mais face à la demande croissante des frontaliers gabonais, certaines échoppes ouvrent le mercredi. Le marché mondial est dédié exclusivement à la commercialisation des productions agricoles régionales. Tout compte fait, le Cameroun avec ses marchés frontaliers a développé une véritable économie de la frontière fondée sur l'exploitation des disparités frontalières.

Actuellement, elle constitue une importante ressource pour son économie nationale. Ainsi, le commerce frontalier est doublement bénéfique pour ce pays. Il permet de mobiliser une frange de la population que l'État ne peut pas employer et c'est une source de revenus pour les finances publiques (taxes douanières et fiscales, etc.).

1.2. Les mobilités transfrontalières

La mobilité désigne la mise en mouvement d'une personne ou d'un groupe d'individus. On distingue différents types de mobilités :

²L'Union européenne a participé financièrement à la construction de ce marché avec comme objectif l'intégration régionale.

temporaire (mobilité quotidienne, touristique); permanente (mobilité migratoire, résidentielle); subie (conflit, crise environnementale, processus d'exclusion) ou choisie (exercice d'une liberté) (Beucher, Ciattoni 2021). Jusqu'à présent, ce sont les réseaux de transport et de télécommunication qui favorisent l'extension spatiale des mobilités.

En fonction de son ouverture ou de sa fermeture, les populations frontalières, par leurs différents types de mobilités (achats, loisirs, habitat, travail, etc.) et de la nature de celle-ci (journalière, saisonnière, longue durée), jouent de la frontière. Pour être plus précis, la mobilité transfrontalière s'applique selon plusieurs motivations. Il peut être question : des marchés frontaliers, de la connaissance de la langue de l'autre pays, des unions mixtes, des regroupements associatifs transfrontaliers, des espaces ou infrastructures culturelles ou religieuses, des structures sanitaires, de l'éventualité du libre choix du lieu de travail ou d'habitation, etc.

Pour une meilleure appréciation des mobilités transfrontalières, la convocation des relations socio-économiques tissées sous le couvert des relations familiales et/ou professionnelles est nécessaire et importante. C'est dans ce cadre que Sylvie Mazzella (2014, p. 114) souligne que « *les communautés transfrontalières [...] déploient leurs activités économiques et sociales à cheval sur deux pays [et elles] profitent des différentiels de prix entre pays* ». Ce phénomène a la particularité d'accentuer le dynamisme des régions frontalières.

Pour les populations frontalières gabonaises et camerounaises, issues du même groupe ethnolinguistique, les *Fang* (carte n° 2), la frontière est perçue comme un héritage de la colonisation dont la présence est mentalement

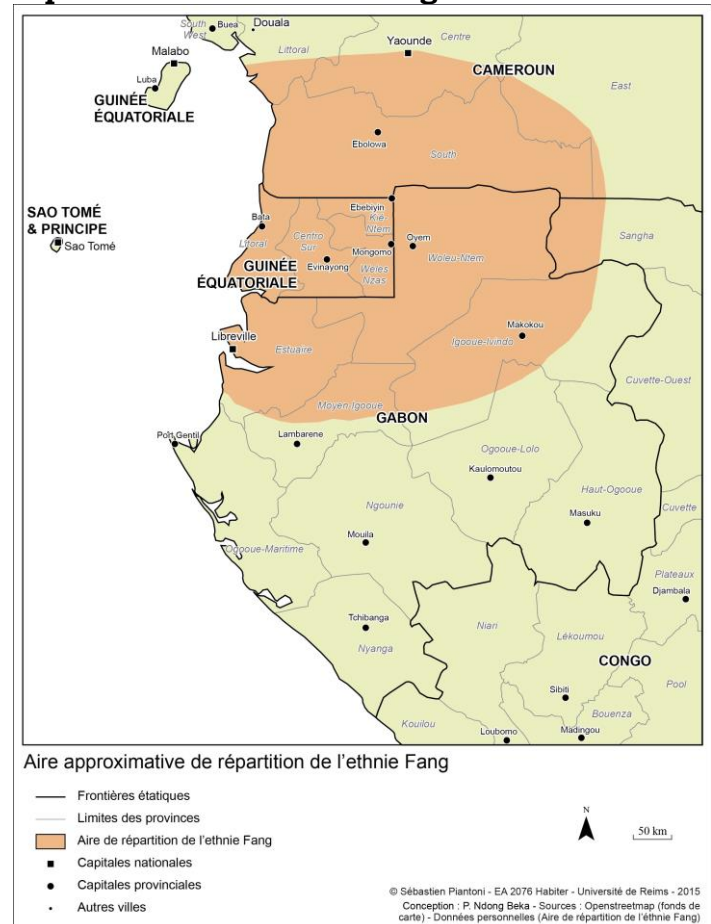
inexistante. C'est encore plus évident parce qu'elles partagent les mêmes affinités parentales et matrimoniales.

La traduction de ces différents liens est la traversée régulière de la frontière, sans véritable contrainte administrative, à des fins familiales (mariage, décès, etc.), médicales et commerciales. Ces déplacements participent à la préservation des liens familiaux, ethniques, culturels, religieux et à l'entretien de l'unité socioculturelle et historique. Dans un contexte où la particularité des *Fang* est de se trouver « à l'intersection de deux appartenances : celui de l'ethnie transfrontalière qui s'étend sur deux États » (Stary 1997, p. 3). Pour cette raison, la mobilité transfrontalière s'apparente à des déplacements naturels de personnes appartenant à une même communauté transnationale.

En conséquence, la présence d'une ethnie homogène transfrontalière a été d'un apport considérable dans l'instauration de la liberté de circulation locale dans l'ensemble de la région transfrontalière. Ce processus devra aboutir à terme à l'intégration régionale de tous les pays de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)³, car le paradigme actuel prône l'ouverture des frontières. Cette ouverture facilitera davantage les échanges, les mobilités et elle entraînera la suppression des postes de contrôle frontalier.

³Ces pays sont : le Gabon, le Cameroun, la Guinée-Équatoriale, le Congo, la République centrafricaine et le Tchad.

Carte 2 — Aire approximative de répartition de l'ethnie Fang



2. Les activités commerciales transfrontalières

En raison des nombreuses activités marchandes dont elle est génératrice, la frontière est considérée comme une ressource (Ndong Beka II, 2020 ; Rosière, 2021) et une source d'opportunités d'affaires qui procurent diverses formes de profit de rente. Cette profitabilité et cette rentabilité de la frontière sont possibles à cause des activités informelles et illégales qui s'exercent dans l'ensemble de la région (trans)frontalière.

2.1. Les différentes activités informelles

L'informalité désigne les activités ou les pratiques qui s'exercent hors des règles (Bennafla 2015), absentes des comptabilités nationales et ne présentant pas des formes classables et mesurables. Cette notion concerne aussi les revenus qui ne seraient pas issus de l'emploi formel ou privé (Hart 1973), tous comme les activités de subsistances pratiquées par des ruraux arrivant en ville (micros entreprises familiales et artisanales). En somme, nombreux sont les exercices des stratégies de débrouille, les flux de circulations humaines et marchandes ainsi que certains échanges frontaliers à se faire sous le prisme de l'informalité.

La principale caractéristique de l'informalité se fonde sur la binarité entre formel/informel ou légale/illégale. Cette hybridité engendre la difficulté de distinguer la véritable nature des flux commerciaux parce que les aires marchandes, les canaux de circulation et les praticiens sont généralement les mêmes. Par exemple, une étape d'un circuit de produits agricoles légaux (tomates, choux, piments, poivrons, etc.) du Cameroun vers le Gabon peut être entachée d'illégalité, soit au niveau de la production, du transport, de l'approvisionnement ou au niveau du passage de la frontière. Sinon, tous les acteurs des circuits commerciaux (producteurs, transporteurs, grossistes, vendeurs, etc.) peuvent durant tout leur parcours combiner d'une façon ou d'une autre le respect ou non des normes réglementaires.

Malgré cela, le secteur informel ne doit pas nécessairement se confondre avec l'économie souterraine. Celle-ci signifie l'ensemble des activités illégales parfois criminelles qui s'exécutent à l'encontre des lois et règlements [inter]nationaux. Tout comme le commerce transfrontalier

informel n'a pas le même sens que le commerce parallèle. La première expression désigne des échanges légaux entre pays alors que la seconde fait transiter des marchandises légales par des circuits illicites ou irréguliers. Seulement, le commerce informel demeure davantage axé sur la vente des produits banals de consommation courante dont les dépositaires sont rarement enregistrés dans les différents registres fiscaux et réglementaires.

Cette situation (dé) montre que les activités informelles concernent avant tout les activités génératrices de revenus s'opérant d'une part, hors des cadres normatifs et, d'autre part, sous le regard « permissif » des autorités publiques.

La prospérité de l'informalité est tout aussi consécutive de l'abandon des pouvoirs publics. Ainsi, de nombreux jeunes tant diplômés que ruraux se retrouvent à la fois sans perspective et en situation de chômage. À ce propos, selon les données de la Banque mondiale, en 2022, le taux de chômage est de 20,4 % au Gabon et 3,5 % au Cameroun (Baumard 2020). En conséquence, les activités de nature informelles relèvent donc de la légitimité morale et de l'acceptation sociale parce qu'elles sont indispensables à la (sur) vie quotidienne (Bennafla 2015).

Elles sont donc des soupapes socio-économiques pour plusieurs couches de la population. Étant donné qu'elles pourvoient des emplois et des moyens de subsistance aux classes défavorisées et, d'autre part, elles donnent accès à des produits de consommation standardisés aux classes moyennes. Enfin, elles fournissent en biens de services et produits de toutes sortes les régions reculées (Bennafla 2014).

Tout bien considéré, la frontière séparant le Gabon du Cameroun est

un cadre propice à l'exercice des activités informelles. De nombreuses sources explicatives concourent au développement de ce phénomène. Parmi lesquels : les différentielles de niveaux de vie et de coût de certains produits entre les deux versants de la frontière.

À titre d'illustration, le revenu minimum mensuel est de 150 000 FCFA (228,67 euros), au Gabon⁴ et de 50 000 FCFA (76 euros), au Cameroun (Morillas 2012). Tout en sachant que la population gabonaise est estimée à 1 802 728 habitants (RGPL 2013) et celle camerounaise à 22 254 000 d'habitants (Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population 2010). Finalement, les régions frontalières « *participent d'une géographie de l'informalité* » (Bennafla 2013; 2014) qui repose sur « *l'ensemble des opérations commerciales informelles effectuées en franchissant des frontières, mais qui ne figurent pas dans les données officielles* » (Ellis, MacGaffey 1997). En évidence, les flux informels contribuent d'une certaine manière à confirmer l'existence de la frontière.

2.2. Le développement des activités illégales

À la frontière entre le Gabon et le Cameroun, on dénombre plusieurs activités transfrontalières illicites. Les plus fréquentes sont la contrebande, la fraude et le trafic. L'ensemble de ces activités est inhérent au commerce et elles s'affermissent grâce aux taxes commerciales.

La contrebande correspond à l'importation et à l'exportation des marchandises prohibées, sans l'acquittement des droits de douane et de taxes officielles. Les principaux

produits de contrebande concernent les voitures et les défenses des pachydermes. L'itinéraire de ces marchandises s'oriente du Gabon vers le Cameroun (cf. carte n° 3). Pour ce qui est du cas précis de la contrebande des voitures, cette activité a pris de l'ampleur depuis plusieurs années. Elle se concrétise par le vol des voitures dans les principales villes gabonaises (Libreville, Port-Gentil, Franceville) pour ensuite être exportée illégalement vers les pays limitrophes (Cameroun et Guinée-Équatoriale) (Mve Ebang, 2011; Ndong Beka II, 2018; Ndong Beka II, 2020).

Deux raisons successives expliquent cette contrebande : l'augmentation du parc automobile gabonais⁵ et la forte demande des marchés domestiques équato-guinéen et camerounais en voiture d'occasion haut de gamme de type 4x4⁶. Plusieurs acteurs organisés en réseau possédant des ramifications tant au Cameroun qu'en Guinée-Équatoriale participent à cette activité. On rencontre aussi bien des Gabonais, des Camerounais, des Équato-Guinéens, mais aussi des Nigériens, des Ghanéens et Libériens. Pour sortir les véhicules volés du territoire national, les stratégies adoptées vont de la falsification des documents (numéro de châssis, carte grise, plaque d'immatriculation, etc.) à la corruption des gardes-frontières. En ce qui concerne la contrebande d'ivoire, elle consiste à tuer des éléphants afin d'en soustraire les défenses.

⁵En Afrique centrale, le Gabon détient le premier parc automobile et il occupe la deuxième place dans l'espace francophone, derrière le Sénégal.

⁶Toyota, VX, V8, GX, Rava-4; Mitsubishi Pajero; Nissan Patrol, Qashqai; Infiniti QX50, QX70; Hyundai Santa Fe, Santa Cruz, etc.

⁴ Décret n° 127/PR/MREPS du 23 avril 2010 fixant le revenu minimum mensuel en République gabonaise.

Cette contrebande, synonyme de braconnage, se pratique principalement dans l'aire du parc national de Minkebe⁷ par des personnes provenant du Cameroun. Ces braconniers évacuent clandestinement l'essentiel de l'ivoire prélevé vers le port autonome de Douala⁸ (carte n° 3) pour l'acheminer en Asie, principalement en Chine.

La fraude, qui est également une forme de contrebande, désigne un non-acquittement ou un acquittement partiel des droits de douane. Elle se traduit par de fausses déclarations, une dissimulation de marchandises, d'informations, mais aussi par l'usage de la ruse, de la tromperie et des compromis avec les représentants de l'État pour soit ne pas payer ou payer à prix réduit les différents impôts et taxes sur les marchandises importées.

Ce mécanisme est l'œuvre d'une part non considérable d'opérateurs économiques qui en font usage avec la complicité de certains douaniers affectés dans les différents postes frontaliers du Woleu-Ntem et généralement de tout le pays. Affectant drastiquement les finances publiques, la fraude douanière concerne aussi bien les produits alimentaires que les biens de consommation courante.

Enfin, le trafic désigne le commerce clandestin et illicite de biens et produits illégaux. Localement, l'or est le principal métal objet de trafic. Le trafic de l'or, fortement lié à l'orpillage illégal, s'opère surtout dans toute l'étendue du parc national de Minkebe. Elle est l'œuvre d'immigrés clandestins originaires du

Cameroun, du Tchad, du Burkina Faso, du Mali, du Bénin qui cumulent les fonctions d'orpailleurs illégaux et de trafiquants d'or. En résumé, le trafic autour de l'or met en évidence la porosité des frontières gabonaises, tout comme il est la conséquence de la « *faible appropriation des marges frontalières gabonaises par les pouvoirs publics* » (Ondo Ze, Ndong Ndong 2020).

Factuellement, le franchissement illégal de la frontière est la caractéristique commune entre la contrebande et le trafic. Toutefois, contrebandiers et trafiquants peuvent en outre avoir les mêmes rôles, alterner entre différents réseaux et partager les modes opératoires. Néanmoins, certains commerçants et transporteurs terrestres tendent désormais à la pratique de la contrebande et des trafics. Cela dans l'optique d'avoir d'importantes plus-values financières.

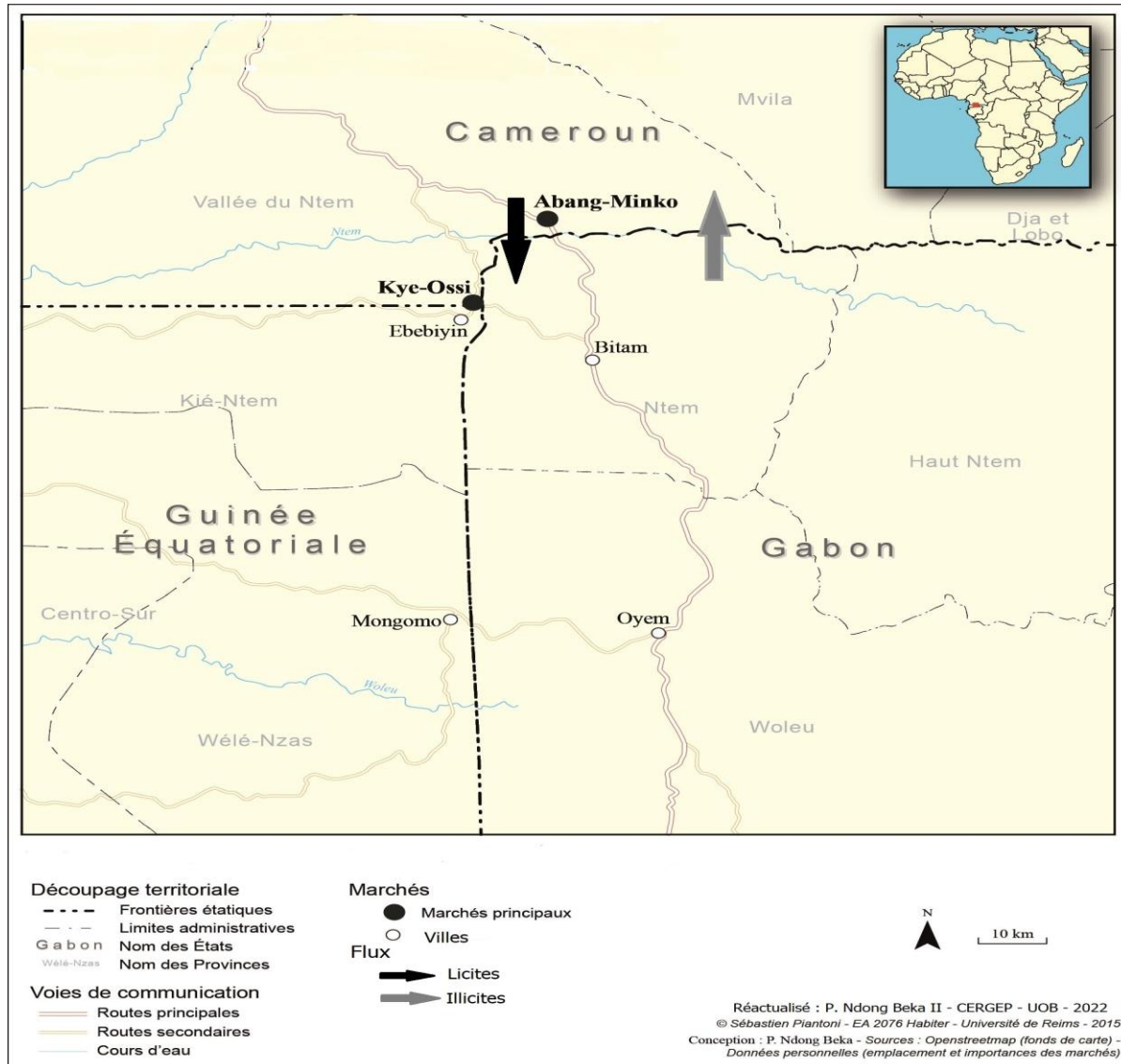
Ainsi, il n'est pas rare de constater que les opérateurs économiques s'entremêlent déjà avec les praticiens des activités illégales, car ils empruntent les mêmes véhicules de transports de personnes et de marchandises, les mêmes réseaux routiers tout comme ils partagent les mêmes aires commerciales.

Cependant, la participation des gardes-frontières gabonais et camerounais (gendarmes, policiers et douaniers) est un mobile de développement des activités transfrontalières illégales. Ces derniers, au gré des circonstances, n'hésitent pas, pour des raisons purement pécuniaires, d'endosser le costume de passeur pour faciliter le passage de marchandises de contrebande, de contrefaçon ou frauduleux. Dès lors, la conséquence est que la figure de passeur n'est pas exclusive au contrebandier et au trafiquant.

⁷C'est un massif forestier dédié à la protection de la faune et de la flore située au nord-est du Gabon, dans la province du Woleu-Ntem. Il comporte la plus importante population d'éléphants de forêts du monde.

⁸ C'est le premier port d'activité au Cameroun. Il se localise dans l'estuaire du Wouri et donne sur l'océan atlantique.

Carte 3 — **Marchés frontaliers et sens des flux commerciaux**



Conclusion

Les régions septentrionale gabonaise et méridionale camerounaise tendent à devenir des « lieux d'effervescence commerciale » (Piermay 2005). Ce phénomène est conforté par l'important rôle d'animation que jouent les multiples marchés frontaliers, pratiquement adossés à des frontières. L'existence de ces lieux de rencontre entre d'une part les commerçants et, d'autre part, les clients sont la manifestation d'un « bouillonnement d'activités commerciales aux frontières » (Bennafla

2002). En effet, le commerce frontalier demeure conditionné par : la présence de la frontière et les infrastructures de liaison (routes et ponts). Lesquels ont pour fonction de garantir une accessibilité en toute saison aux divers achalandages.

Ces activités commerciales frontalières produisent une économie de la frontière bénéfique à de nombreux acteurs tant légaux qu'illégaux. De nature aussi bien informelle et illicite, l'économie de la frontière concerne surtout les échanges frontaliers courts, diffus et multiples des produits issus de l'agriculture et de l'élevage, mais aussi

des biens de consommation courants. Par contre, les flux illégaux pour ce qui concerne les contrebandes et les trafics se jouent des interdits et des différentiels alors que les fraudes se parent d'un semblant de légalité. Après tout, l'ensemble des activités illicites est stimulé par la frontière. Du moment où elle permet de tirer un bénéfice quelconque, la frontière devient une ressource, laquelle se mue en aubaine frontalière.

L'aubaine frontalière désigne l'ensemble des opportunités financières, sociales, culturelles, offertes par la frontière (Rosière 2021). Dans la région transfrontalière, de nombreux acteurs en profitent. C'est d'abord, les commerçants et la population frontalière pour laquelle elle est indispensable, ensuite viennent les représentants de l'État, les hommes politiques locaux et enfin les pouvoirs publics. À partir de ce moment, certains acteurs considèrent la frontière comme une occasion ou un lieu d'enrichissement.

Toutefois, cette intensité commerciale frontalière résume mal la nature de la frontière Gabon — Cameroun. Malgré la densité des échanges commerciaux et la relation particulière qui fonde leurs populations frontalières respectives, la frontière demeure fonctionnalisée, c'est-à-dire soumise au contrôle et au filtrage des flux. Alors que l'objectif proclamé de la CEMAC est de parvenir à la « défrontiérisation » de toutes les frontières des États membres pour atteindre l'intégration régionale. L'ouverture des frontières qui résultera va faciliter la libre circulation, les échanges et supprimera le franchissement des postes-frontière.

À cette occasion, les régions transfrontalières seront d'une importance cruciale, car elles sont avant tout l'assemblage de régions d'activités économiques et sociales

situées à cheval sur une ou plusieurs frontières.

Bibliographie

AMILHAT SZARY, Anne-Laure et HAMEZ, Grégory, 2020. *Frontières - Capes-Agrégation Histoire-Géographie*. Paris: Armand Colin.

AYIMPAM, Sylvie, 2013. Commerce et contrebande : les réseaux d'importation des textiles imprimés entre Brazzaville et Kinshasa. *Espaces et sociétés*. 2013. Vol. 4, no. 155, pp. 63-77.

BAUMARD, Maryline, 2020. *Atlas des Afriques*. Le monde. Paris: Monde Hors série. Hors série, 32.

BENNAFLA, Karine, 2002. *Le commerce frontalier en Afrique centrale: acteurs, espaces, pratiques*. Paris : Karthala Éditions.

BENNAFLA, Karine, 2013. L'instrumentalisation et la légitimation des frontières d'État à l'aune des circulations de marchandises. [en ligne]. 2013. [Consulté le 29 mars 2022].

Disponible à l'adresse: https://academia.edu/7418067/L_instrumentalisation_et_la1%C3%A9gitimation_des fronti%C3%A8res_%C3%A0_l_aune_de_la_circulation_de_marchandises_2012

BENNAFLA, Karine, 2014. État et illégalisme : quelle géographie ? Une approche par les flux marchands depuis l'Afrique et le Moyen-Orient. *Annales de géographie*. juin 2014. No. 700, pp. 1338-1358.

BENNAFLA, Karine, 2015. Notion à la une : informalité. *Géonconfluences*. [en ligne]. 2015 [Consulté le 15 avril 2022]. Disponible à l'adresse: <http://geonconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/notion-a-la-une-informalite>

- BEUCHER, Stéphanie et CIATTONI, Annette, 2021. *Dictionnaire de Géopolitique*. Paris: Hatier.
- BRUNET-JAILLY, Emmanuel, 2007. *Borderlands: Comparing Border Security in North America and Europe (Governance) (Governance Series) by Emmanuel Brunet-Jailly (Editor) (18-May-2007) Paperback*. University of Ottawa Press.
- BUREAU CENTRAL DES RECENSEMENTS ET DES ÉTUDES DE POPULATION, 2010. *3e Recensement Général de l'Habitat et de la Population*. Yaoundé: Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.
- COURLET, Claude, 1988. La frontière : couture ou coupure? Approches de théorie économique. *Économie et Humanisme*. Juin 1988. No. 301, pp. 5-12.
- DORFMAN, Adriana, 2015. *Smuggling: Power Networks, Moral Geographies and Norm Enforcement at Work at Southern Cone Borders*. [en ligne]. Palgrave Macmillan UK. [Consulté le 2 mars 2022]. Disponible à l'adresse: http://link.springer.com/chapter/10.1057/9781137468857_10
- DURAND, Frédéric, 2014. *Réflexions sur la production des espaces transfrontaliers* [en ligne]. Rochester, NY: Social Science Research Network. [Consulté le 11 mai 2022].
- ELLIS, Stephen et MACGAFFEY, Janet, 1997. Le commerce international informel en Afrique subsaharienne: quelques problèmes méthodologiques et conceptuels. *Cahiers d'études africaines*. 1997. Vol. 37, no. 145, pp. 11-37. DOI 10.3406/cea.1997.1985.
- HAMEZ, Grégory, 2015. *Pour une analyse géographique des espaces transfrontaliers*. [en ligne]. Rouen: Université de Rouen. [Consulté le 11 mai 2022]. Disponible à l'adresse: <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01321837>
- HART, Keith, 1973. Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana. *The Journal of Modern African Studies*. 1973. Vol. 11, no. 1, pp. 61-89.
- KOLOSSOV, Vladimir et TUROVSKY, R.F, 1999. Tipologia novykh rossiiskih granits (A Typology of New Russian Borders). *Geographical Series*. 1999. No. 5, pp. 37-49.
- MAREÏ, Nora et RICHARD, Yann, 2020. *Dictionnaire de la régionalisation du monde*. Atlante. Neuilly: Atlante.
- MAZZELLA, Sylvie, 2014. *Sociologie des migrations*. Paris: Presses Universitaires de France. Que sais-je ?
- MORILLAS, Cindy, 2012. Stratégies d'entrée dans la « petite prospérité » à Yaoundé, Douala et Buea au Cameroun. *Afrique contemporaine*. 2012. Vol. 244, no. 4, pp. 122-123.
- MVE EBANG, Bruno, 2011. *La contrebande de voitures volées en Afrique centrale: Essai sur une activité criminelle transfrontalière entre le Gabon, le Cameroun et la Guinée-Équatoriale*. Paris : Omniscriptum.
- NDONG BEKA II, Poliny, 2018. *Les activités transfrontalières illicites entre le Gabon, le Cameroun et la Guinée équatoriale: Logiques spatiales, acteurs et enjeux*. Paris: Éditions L'Harmattan. Études africaines.
- NDONG BEKA II, Poliny, 2020. Les activités illicites à la frontière nord du Gabon. Logiques spatiales et dynamiques des acteurs. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*. [en ligne]. 21 octobre 2020. No. 40. [Consulté le 5 avril 2022]. Disponible à l'adresse: <http://journals.openedition.org/espacopolitique/8146>
- NGUEMA ENGO, Paul, 1997. *Une économie régionale transfrontalière :*

Gabon, Cameroun, Guinée-Equatoriale. Bordeaux : Université de Bordeaux 3.

ONDO ZE, Stéphane et NDONG NDONG, Saturnin, 2020. Appropriation de marges frontalières d'Afrique centrale: cas du Parc national de Minkébé au Gabon. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*. [en ligne]. 28 février 2020. No. 38. [Consulté le 22 mars 2020].

PIERMAY, Jean Luc, 2005. La frontière et ses ressources: regards croisés. In: ANTHEAUME, Benoît et GIRAUT, Frédéric (éd.), *Le territoire est mort: vive les territoires!: une refabrication au nom du développement*. [en ligne]. Paris: IRD. pp. 203-221. [Consulté le 8 avril 2022]. Disponible à l'adresse: <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010035253>

PRESCOTT, Jean Robert Victor, 1987. *Political Boundaries and Frontiers*. Allen and Unwin. London.

RAFFESTIN, Claude, 1986. Éléments pour une théorie de la frontière. *Diogène*. 1986. Vol. 34, no. 134, pp. 3-21.

RENARD, Jean-Pierre, 1997. *Le géographe et les frontières*. Paris : Éditions L'Harmattan.

RGPL, 2013. *Recensement Général de Population et du Logement*. . 2013.

ROSIÈRE, Stéphane, 2021. *Géographie politique et géopolitique: Une grammaire de l'espace politique*. 3e édition. Paris : Ellipses.

STARY, Bruno, 1997. Réseaux marchands et territoires étatiques en Afrique de l'Ouest. In: BONNEMAISON, Joël, CAMBRÉZY, Luc, QUINTY BOURGEOIS, Laurence et LE TERRITOIRE, LIEN OU FRONTIÈRE?: IDENTITÉS, CONFLITS ETHNIQUES, ENJEUX ET RECOMPOSITIONS TERRITORIALES: COLLOQUE, PARIS (FRA), 1995/10/02-04 (éd.), *Le territoire, lien*

ou frontière?: identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales. [en ligne]. Paris: ORSTOM. Colloques et Séminaires. [Consulté le 20 avril 2022]. Disponible à l'adresse: <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010014865-60> Centre IRD de Bondy

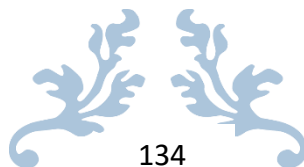
WASTL-WALTER, Doris, 2016. *The Ashgate Research Companion to Border Studies*. 1er edition. London: Routledge.

WILSON, Thomas M. et DONNAN, Hastings, 2015. *A Companion to Border Studies*. Reprint édition. Chichester, West Sussex, UK: Wiley-Blackwell.

Numéro 006 Juin 2022
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°006 Juin 2022